

DECLARATION DE BUJUMBURA DE LA CONFERENCE AFRICAINE DES INSTITUTIONS DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Nous, les Chefs des Institutions Africaines de lutte contre la Corruption avons tenu la première Conférence du 20 au 22 juin 2011 à l'hôtel Source du Nil à Bujumbura/ Burundi dans l'esprit de l'article 19 de la Convention Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption qui appelle les Etats membres à coopérer et à s'entraider dans les domaines tels que la coopération judiciaire, la mise en application des lois, les enquêtes conjointes, la détection et le recouvrement des biens mal acquis;

CONSIDERANT que l'objectif de la conférence était de discuter et de proposer des modalités de prévention et de lutte contre la corruption sur le Continent Africain, spécifiquement en renforçant le dialogue et la coopération mutuelle entre les institutions Africaines de lutte contre la corruption;

RECONNAISSANT que la corruption handicape l'effort national pour l'éradication de la pauvreté, la prestation des services essentiels tels que les soins de santé, l'éducation, la sécurité et sape l'Etat de Droit et est généralement un handicap pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement social, économique et politique;

RECONNAISSANT encore que, économiquement, la corruption augmente le coût des affaires, encourage le non respect des obligations contractuelles, entraîne la distribution inéquitable et le gaspillage des ressources, décourage l'investissement étranger et retarde la croissance économique et le développement ;

CONSCIENT de l'existence des associations et forum régionaux des Institutions de lutte contre la Corruption ;

RECONNAISSANT que les pays africains ont besoin d'une plateforme commune pour combattre les actes de corruption et de renforcer la bonne gouvernance sur tout le Continent;

CONSCIENT du fait que les moyens de corruption deviennent de plus en plus complexes et que la corruption ne peut être prévenue et combattue efficacement sans la volonté politique des hautes autorités et à tous les niveaux de la société;

RECONNAISSANT l'importance de ratifier la Convention Africaine pour la Prévention et la lutte contre la Corruption par tous les Etats Parties et que les Gouvernements doivent prendre au sérieux ce problème de ratification ;

 Page 1 sur 7

RECONNAISSANT l'importance de la sensibilisation de la population en matière de prévention et de lutte contre la corruption;

AYANT écouté l'allocution de Son Excellence Pierre Nkurunziza Président de la République du Burundi et reçu et discuté sur les présentations et les contributions des Chefs et Représentants des Institutions Africaines de lutte contre la Corruption présents à la conférence;

Avons pris les résolutions suivantes:

1. Qu'il y a une nécessité de mettre en place une Association Africaine des Institutions de lutte contre la corruption;
2. Que les Institutions Africaines de lutte contre la Corruption vont renforcer leur coopération en détectant, en surveillant et en enquêtant sur les cas de corruption;
3. Que les Institutions de lutte contre la Corruption devraient vigoureusement sensibiliser et impliquer les autorités politiques, les médias, la société civile, les secteurs public et privé dans leurs pays respectifs de prendre conscience de l'importance de prévenir et lutter contre la corruption sur le tout continent;
4. Que les Institutions de lutte contre la Corruption s'engagent à la coopération judiciaire et à l'assistance technique dans la mesure du possible et dans les limites prévues par les lois nationales des Etats Parties;
5. Que les Institutions de lutte contre la Corruption développeront des stratégies pour établir des centres de recherche et de formation dans les secteurs de la prévention et d'enquête en matière de corruption et engager les poursuites judiciaires;
6. Que les vingt deux (22) pays qui n'ont pas encore ratifié la Convention Africaine de Prévention et de lutte contre la Corruption sont appelés à procéder à la ratification de ladite Convention;
7. Ce qui sera fait:
 - Le Secrétariat intérimaire de l'Association Africaine des Institutions de lutte contre la corruption sera assuré par Brigade Spéciale Anti Corruption du Burundi;

 Several handwritten signatures and initials in blue ink are scattered across the bottom of the page, some overlapping the page number.

- Le Comité de Pilotage est composé des représentants des Associations Régionales suivants: Professeur PLO Lumumba (EAAACA), Dr. Jean Baptiste Elias (ECOWAS), Dr. Edward G Hoseah (SAFAC), Christopher Leba Gakehmi (Afrique Centrale), Sherif Badawy (Afrique du Nord) et Habonimana Léonidas (Brigade Spéciale Anti Corruption du Burundi).
- Le Comité de pilotage est chargé de développer les Statuts, le Code de Conduite et le Plan Stratégique de l'Association en trois (3) mois ;
- La Brigade Spéciale Anti Corruption du Burundi facilitera le Comité de pilotage en ce qui concerne la logistique locale au Burundi.
- La Commission de lutte contre les Crimes Économique et financiers du Nigeria a acceptée d'accueillir la prochaine conférence de l'Association Africaine des Institutions de lutte contre la Corruption en novembre 2011 pour valider les documents de l'Association et lancer l'Association.

Nous, les Chefs et les Représentants des Institutions de lutte contre la Corruption en Afrique, convenons, déclarons et réaffirmons notre engagement et coopération dans la Prévention et la lutte contre la Corruption en formant l'Association Africaine des Institutions de lutte contre la Corruption.

DECLARÉE ET SIGNÉE à l'hôtel Source du Nil de Bujumbura, en République du Burundi ce mardi, le vingt unième jour du mois de juin 2011 par:



1. Elias Jean Baptiste

Président

Observatoire de Lutte contre la Corruption
REPUBLICQUE DU BENIN



2. Shadrack Gerald Kgomo

Chief Anti Corruption Officer

For: Directorate on Corruption and Economic Crime (DCEC)

REPUBLIC OF BOTSWANA



3. Bessin Henri Bruno

Contrôleur General de l'Etat

Autorité Supérieure de Contrôle de l'Etat

REPUBLICQUE DU BURKINA FASO




.....
4. Léonidas Nahimana
Commissaire Général
Brigade Spéciale Anti-Corruption
REPUBLIQUE DU BURUNDI

.....
5. Mustafa Moussa
Membre du Comité de Coordination
Commission Nationale Anti-corruption (CONAC)
REPUBLIQUE DU CAMEROUN

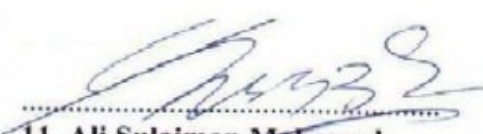
.....
6. Lisete Brito Neves Cruz
Mandataire Générale Adjoint
Office du Mandataire General
REPUBLIC OF CAPE VERDE

.....
7. Ngaibona Laurent
Président
Comité National de Lutte Contre La Corruption (CNLC)
REPUBLIQUE CENTRE AFRICAINE

.....
8. Prof. St Augustin Mwendambali
Directeur Général
Observatoire d'Ethique et de Lutte
Contre la Corruption
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

.....
9. Osman Abdi Mohamed
Inspecteur d'Etat, Chef de Section
Inspection Générale de l'Etat
REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

.....
10. Sherif Badawy
Sous Secrétaire
Autorité de Control Administratif
EGYPTE


.....
11. Ali Sulaiman Mohamed

Commissaire
Commission Fédérale d’Ethique et de Lutte Contre la Corruption
REPUBLIQUE FEDERALE DEMOCRATIQUE D’ETHIOPIE


.....
12. Charles Ayandoo

Directeur de Lutte contre la Corruption
Commission des Droits de la Personne et l’Administration de la Justice
REPUBLIQUE DU GHANA


.....
13. Fernando Jorge Barreto Costa

Inspecteur Principal de la Brigade Anti-Corruption
Inspection de la Brigade Anti-Corruption
GUINEE BISSAU


.....
14. Prof. PLO Lunumba


Directeur/Chef Exécutif
Commission Kenyane de Lutte contre la Corruption
REPUBLIQUE DU KENYA


.....
15. Cllr Frances Johnson Morris

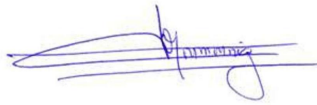
Président du Comité Exécutif
Commission Libérienne de lutte contre la Corruption
REPUBLIQUE DU LIBERIA


.....
16. Razafiarison Ranavoson Razaiveloaremanga Beby

Conseiller Juridique
Bureau Indépendant Anti- Corruption (BIANCO)
REPUBLIQUE DE MADAGASCAR


.....
17. Phombeya Mary Sinai

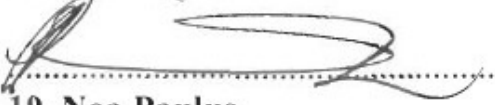
Officier en Chief chargé de la Prévention de la Corruption &
La Sensibilisation
Pour: Bureau Anti-Corruption
REPUBLIQUE DE MALAWI



.....
18. Moumouni Guindo

Vérificateur

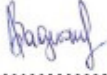
Pour: Bureau du Vérificateur Général
REPUBLIQUE DU MALI



.....
19. Noa Paulus

Directeur

Commission Anti-Corruption
REPUBLIQUE DE LA NAMIBIA



.....
20. Mme Bagnan Aissata Fall

Présidente

Association Nigérienne de Lutte Contre la Corruption (ANLC)
REPUBLIQUE DU NIGER



.....
21. Othman Abubakar Adamu

Officier Principal Attaché au Bureau du Président

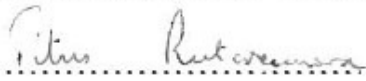
Pour: Commission de lutte contre les Crimes Economique et Financiers (EFCC)
REPUBLIQUE DU NIGERIA



.....
22. Tingo Laurent

Secrétaire Permanent

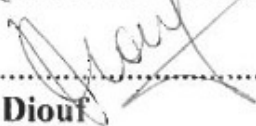
Commission Nationale de Lute Contre la Corruption (CNLCCF)
REPUBLIQUE DU CONGO (CONGO BRAZAVILLE)



.....
23. Dr. Tito Rutaremara

Ombudsman

Office de l'Ombudsman
REPUBLIQUE DU RWANDA



.....
24. Ndiaw Diouf

Membre

La commission Nationale de Lutte Contre la non Transparence, la Corruption et
la Concussion

REPUBLIQUE DU SENEGAL

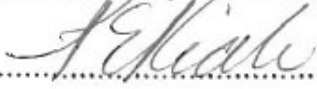


.....
25. Husham Atta Allh Elshaikh Eltayb

Conseiller Juridique

Pour: Office de Poursuite Judiciaire des Fonds Publique

REPUBLIQUE DU SOUDAN

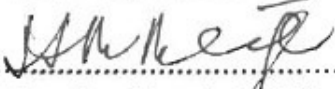


.....
26. Dr. Pauline Riak

Présidente

Commission Sud Soudanaise Anti-Corruption (SSACC)

REPUBLIQUE DU SUD SOUDAN



.....
27. Justice Harris Michael Mtegha

Commissaire

Commission Anti-Corruption

ROYAUME DE SWAZILAND

28. Dr. Edward G. Hoseah

Directeur Général

Bureau de Prévention et de lutte contre la Corruption

REPUBLIQUE UNIE DE LA TANZANIE



.....
29. Folivi Assiongbor

Président de la Commission Nationale de Lutte Contre La Corruption et le Sabotage Economique

REPUBLIQUE DU TOGO



.....
30. Mr. Raphael Obudra Baku

Inspecteur Général de l'Etat a.i

Inspection de l'Etat

REPUBLIQUE DE L'UGANDA



.....
31. Kayukwa Godfrey Robert

Lt Col (Rtd)

Directeur Général

Commission Anti-Corruption

REPUBLIQUE DE LA ZAMBIE

